

Solutions pour une économie résistante

Avancer ensemble

Dans notre pays, les entreprises devraient vouloir et pouvoir créer des emplois. Si les déficiences du système économique constituent un obstacle lors d'une reprise économique, mais pas le facteur décisif pour la réussite économique globale, en cas de crise, elles deviennent un risque réel pour notre prospérité. La crise du Covid-19 met impitoyablement en évidence les faiblesses de la politique économique auxquelles la Suisse doit faire face. Pour cette raison, le PLR présente différentes approches pour garantir la prospérité et l'emploi.

1. Défis

- › Les prévisions économiques sont moroses. Les mesures officielles liées à la crise ont contraint et contraignent encore de nombreuses entreprises à cesser ou réduire leur activité économique. La consommation privée a diminué.
- › Les tendances protectionnistes menaçaient déjà le commerce international avant la crise du Covid-19. Maintenant, des barrières commerciales supplémentaires et des difficultés d'approvisionnement viennent s'y ajouter. Le retour à la normale du commerce international n'est pas encore définit.
- › De nombreuses entreprises sont touchées par des problèmes de liquidités et ne peuvent pas investir sur l'avenir. La recherche et l'innovation en souffrent, ce qui, sur le long terme, ralentit le développement économique.
- › En raison de la crise du Covid-19, diverses mesures gouvernementales ont été introduites. Celles-ci sont maintenant progressivement réduites. Malgré le retour à la normale, il faut s'attendre à des faillites.

2. Interventions parlementaires jusqu'ici

- › La constitution de fonds propres doit être subventionnée par l'État, car elle rend les entreprises plus résistantes, surtout en temps de crise. Nous demandons donc un accroissement de la déduction fiscale pour l'autofinancement.
- › Au travers d'une motion, nous demandons que les conditions de prises de participation en fonds propres pour les projets d'innovation des PME soient assouplies en raison du Covid-19 afin que la recherche et le développement ne s'arrêtent pas.
- › L'État ne doit pas faire de concurrence déloyale aux particuliers. Malgré les diverses demandes du PLR en ce sens, nous n'avons pas encore obtenu de succès.
- › Le PLR exige du Conseil fédéral qu'il élabore une stratégie fiscale à long terme dans l'intérêt de la Suisse. Pour chaque cas, la Suisse doit anticiper les conditions fiscales de manière à ce que les entreprises souhaitent rester dans notre pays.
- › Notre appel à un frein réglementaire devient encore plus important dans le contexte actuel et devrait donc être mis en œuvre par le Conseil fédéral dès que possible.

- › Les coûts de la réglementation doivent être présentés de manière transparente par un organisme indépendant. Cela est devenu encore plus urgent au vu de la crise économique. Malheureusement, le Conseil fédéral ne met pas en œuvre, jusqu'ici, notre motion dans son intégralité.
- › Les droits de timbre ne sont pas courants au niveau international et représentent une dépense qui se fait au détriment des emplois. Même la constitution de capitaux propres est taxée, alors que cela rendrait une entreprise plus résistante face à la crise. Nous demandons depuis longtemps la réduction progressive de ces taxes.

3. Nos revendications à moyen et long terme

- › **Renforcer la base de capitaux propres des entreprises** : Abolir le droit de timbre pour les capitaux propres et autoriser la déduction des intérêts pour l'autofinancement également au niveau fédéral. Rien ne devrait s'opposer à la mise en place d'une base d'autofinancement solide pour les entreprises. À court terme, l'exception relative à la perception du droit de timbre en cas de restructurations devrait être prolongée.
- › **Favoriser la constitution de réserves de crise** : Il faut examiner si la création de réserves liquides pour les périodes de crise peut faire l'objet d'avantages fiscaux. Cela renforcerait la résistance des entreprises elles-mêmes.
- › **Conditions fiscales favorables pour la Suisse** : Une réforme du système de compensation doit permettre aux entreprises d'organiser à nouveau leur financement à partir de la Suisse. Étape par étape, tous les droits de timbre inhabituels au niveau international devraient être supprimés.
- › **Plus de marge pour l'esprit d'entreprise** : Les mesures COVID de l'État doivent être progressivement démantelées et, dans le même temps, l'économie doit être renforcée afin qu'elle puisse à nouveau fonctionner de manière autonome. Cela inclut également notre demande de longue date pour que l'État n'entre pas en concurrence déloyale avec les entreprises privées. En lieu et place de nouveaux crédits ou mesures d'aide, la charge fiscale et douanière devrait être réduite.
- › **Des solutions individuelles plutôt que forfaitaires** : En particulier en cas de crise, les solutions locales et privées sont souvent plus adaptées au cas par cas que les réglementations fédérales générales. Il faut donc laisser aux cantons et à la liberté contractuelle une marge de manœuvre pour résoudre les problèmes. Par exemple, la question des loyers devrait être résolue au niveau cantonal ou entre les parties contractantes. Cela empêcherait toute ingérence indue dans les droits de propriété.
- › **Soutenir le commerce international** : En tant que nation exportatrice avec un marché intérieur relativement petit, la Suisse a besoin de frontières ouvertes et de relations commerciales stables. C'est pourquoi nous nous sommes toujours engagés à maintenir la voie bilatérale avec l'UE et à conclure des accords de libre-échange dans l'intérêt de la Suisse. L'abolition des droits de douane industriels et des barrières techniques au commerce devient encore plus urgente pour que nos entreprises puissent à nouveau accroître leurs importations et leurs exportations.
- › **Promouvoir l'innovation** : En temps de crise tout particulièrement, les entreprises sont obligées de dépenser moins pour la recherche et le développement. Afin d'éviter un déficit d'innovation à moyen et long terme, la recherche et l'innovation doivent être davantage favorisées dans les entreprises. La dynamique d'innovation que le Covid-19 a déclenchée dans certains secteurs et entreprises doit être intensifiée et utilisée à l'avenir.
- › **Exempter les entreprises de la réglementations** : Un gel réglementaire temporaire doit être introduit dans un certain nombre de domaines afin que les entreprises ne soient pas soumises à des charges supplémentaires en ces temps difficiles. Simultanément, un examen des tâches au niveau fédéral devrait révéler le potentiel de réduction de la réglementation. L'administration publique doit également se montrer plus orientée vers les services et le numérique.
- › **Investissements du secteur public** : Les investissements nécessaires et prévus par le secteur public doivent être réalisés dans tous les cas et, si possible, anticipés. Les entreprises privées reçoivent ainsi des mandats qui sont nécessaires de toute urgence et qui peuvent contribuer à surmonter des impasses

temporaires. Les PME suisses devraient également être soutenues par le biais d'un apport en savoir-faire leur donnant accès aux grands projets d'infrastructure.

- › **Flexibilisation temporaire des réglementations** : Cela comprend une extension des heures d'ouverture des magasins, la levée de l'interdiction de la conduite de nuit et une extension de quatre heures de la durée maximale hebdomadaire de travail. Cela permettra aux entreprises de compenser une partie des revenus perdus et, en même temps, de se conformer plus facilement aux réglementations sur les distances liées au Covid-19.
- › **Maintenir le frein à l'endettement et réduire la dette** : Une économie résistante a besoin de finances stables. Le frein à l'endettement qui a fait ses preuves et qui nous a donné une grande marge de manœuvre dans cette crise doit être maintenu. Simultanément, nous avons besoin d'un plan de réduction de la dette afin de ne pas laisser aux générations futures une montagne de dettes ou une charge fiscale accrue. Il convient d'examiner si au moins une partie de la répartition des bénéfices convenue entre le DFF et la BNS pourrait être utilisée par la Confédération pour réduire la dette. Nous demandons à présent de manière d'autant plus urgente que la part des dépenses liées soit réduite afin de ne pas exercer de pression unilatérale sur les dépenses non liées en cas de mesures d'aide.

ENTWURF 5.6.2020